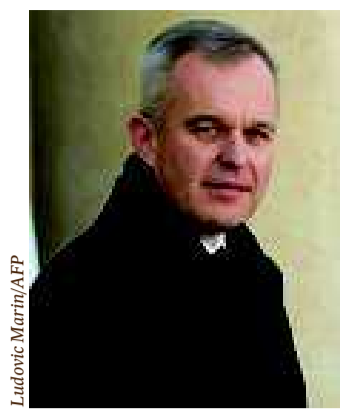


3.622

SANS-ABRI RECENSÉS PARIS

selon les premiers résultats dévoilés jeudi par la Mairie de Paris. L'an dernier, les bénévoles et travailleurs sociaux avaient compté 3.035 personnes à la rue sur une nuit. Le nombre de places d'hébergement est passé de 21.500 à 24.400, mais le

nombre de SDF reste en hausse. Sur les 3.622 sans-abri recensés, 2.232 (2.080 en 2018) ont été repérés dans les rues, 751 dans les gares, le métro, les parkings, et 639 personnes ont été répertoriées dans les bois, les jardins et les talus du périphérique.



Ludovic Marini/AFP

De Ruyg dénonce le projet illégal du lac de Caussade

NOUVELLE-AQUITAINE

Le ministre de l'Ecologie, François de Rugy, a dénoncé jeudi le lancement du chantier illégal du lac d'irrigation de Caussade dans le Lot-et-Garonne, porté par la chambre d'agriculture locale, mais très contesté. Il suggère de travailler à une « solution alternative » respectueuse de l'environnement.

La filière viande d'Alès inquiète de la fermeture possible de l'abattoir

OCCITANIE

L'abattoir d'Alès (Gard) a été le premier à être ciblé, fin 2017, par l'association L214.

Les clients ont fui et l'établissement municipal est en déficit.

Hubert Vialatte

— Correspondant à Montpellier

Premier abattoir visé par l'association L214 éthique et animaux, l'abattoir de la ville d'Alès est aujourd'hui menacé sur le plan économique. Début février, le directeur comparait devant le tribunal de police pour « installations et équipements non conformes », après la diffusion en octobre 2015 d'une vidéo de l'association L214 dénonçant des infractions et des mauvais traitements d'animaux. Et 2.250 euros d'amende ont été requis. Fermé pendant deux mois, fin 2015, l'abattoir périclité depuis. « La situation financière est catastrophique », a déclaré Max Roustan, maire (LR) d'Alès, la semaine dernière en conseil municipal.



La ville, qui a déjà investi 2,5 millions d'euros, ne souhaite pas poursuivre seule l'effort financier. Photo Pascal Guyot/AFP

En 2018, la production a été de 2.600 tonnes, soit la moitié de 2015. Alès Viande, l'un des gros clients, est en redressement judiciaire. Quant au site, qui emploie une trentaine de salariés, il afficherait un déficit annuel de 500.000 euros, selon Luc Hincelin, le président de la commission élevage à la Chambre d'agriculture du Gard. Selon lui, la possible fermeture de l'abattoir d'Alès menacerait 500 emplois, entre les transformateurs et les éleveurs.

Circuits courts

Localement la situation est complexe, car de nombreux éleveurs de la région ont mis sur la vente directe, en utilisant la salle de découpe du site. « Sans elle, c'est pour eux la fin de la vente directe, qui permet de valoriser correctement les

animaux », ajoute-t-il. Les abattoirs les plus proches se trouvent à Marvejols, en Lozère, au Vigan, dans les Cévennes gardoises, ou au Pontet, dans le Vaucluse : un éloignement rédhibitoire pour la plupart des éleveurs misant sur les circuits courts.

Autre difficulté, une partie des bouchers ont choisi de se fournir chez des grossistes, lesquels se sont détournés vers d'autres abattoirs qui ont fait signer des contrats pluriannuels à ces nouveaux clients. Sans oublier les rumeurs circulant sur un projet de Bigard de fermer son site de Nîmes (Gard), qui emploie une vingtaine de salariés et travaille avec l'abattoir d'Alès. La ville, qui a déjà investi 2,5 millions d'euros, ne souhaite pas poursuivre seule l'effort financier après que le département du Gard et la région Occitanie se sont désengagés. Certains évoquent une dette de plusieurs millions d'euros et la nécessité de financer d'autres investissements.



À NOTER

L'abattoir de Narbonne a été placé en liquidation judiciaire par le tribunal de commerce en novembre dernier.

Le groupe Unither bat un nouveau record de production d'unidoses

HAUTS-DE-FRANCE

Le façonnier pharmaceutique a produit 2,6 milliards d'unidoses en 2018.

Sa croissance est portée par l'essor des produits ophtalmiques et respiratoires dans le monde.

Guillaume Roussange

— Correspondant à Amiens

Le vieillissement – et l'enrichissement – de la population mondiale

profitent au groupe Unither. L'année dernière, le façonnier, spécialiste de la technologie Blow-Fill-Seal (BFS), connu pour fabriquer les fioles unitaires de collyre, a enregistré une croissance de 10 %. Et battu tous ses records de production : 2,6 milliards de doses unitaires produites en 2018, dix ans après avoir franchi le cap du premier milliard.

« Outre l'évolution de la pyramide des âges au niveau mondial, notre croissance est portée par le développement du pouvoir d'achat dans les pays émergents. La demande pour les produits ophtalmologiques, respiratoires ou sans conservateur ne cesse d'augmenter », résume Eric Goupil, PDG du groupe Unither, fondé sur

la reprise, il y a vingt-cinq ans à Amiens, d'un site Sanofi et de ses 17 salariés.

40 millions d'euros d'investissement

Pour faire face à la demande, l'industriel s'apprête à réaliser 40 millions d'euros d'investissements capacitaires, essentiellement dans la technologie BFS. Une machine de remplissage vient d'être installée sur le site de Coutances (Manche) et d'autres doivent arriver à Gannat (Allier), ainsi qu'à Rochester (Etat de New York), où le groupe est présent depuis 2013. A Amiens, la création d'une seizième ligne de production va engendrer une trentaine d'emplois supplé-

mentaires, qui s'ajouteront aux 440 déjà existants. La campagne de recrutement, menée avec l'Institut des métiers du tertiaire (IMT), vient d'être lancée.

Unither veut anticiper son développement sur les marchés internationaux, en Asie notamment. L'ETI, qui réalise près de 300 millions d'euros de chiffre d'affaires, nourrit en effet de grandes ambitions en Chine. Le façonnier vient d'y implanter un bureau d'études réglementaires à Wuhan, dans la province du Hubei, à l'est de la Chine. Un premier jalon posé pour la création d'une première unité industrielle, espérée d'ici à deux ans, même si rien n'est encore acté pour le moment. ■

Dabolocom revisite la relation client

LA PME À SUIVRE ÎLE-DE-FRANCE

Effectif : 60 salariés
Chiffre d'affaires : 10 millions
Activité : logiciel

Dominique Malécot

— @DMalecot

La relation client ne suffit plus, l'heure est à la relation client augmentée. Pour Frédéric Durand, fondateur en 2001 – et propriétaire – de l'entreprise parisienne Diabolocom, c'est bien davantage qu'une formule sémantique. « Aujourd'hui, les entreprises ont besoin de person-

naliser leur relation client en temps réel, et pour cela il faut que le personnel ait accès immédiatement aux informations essentielles qui concernent leur interlocuteur, cela passe par une interaction avec le système de gestion de la relation client, le CRM », explique le dirigeant.

Cette connexion doit être possible avec l'ensemble de canaux de communication à la disposition des agents en contact avec le client. « Autrefois, le métier de la relation client consistait souvent à être très réactif dans le cadre de grosses campagnes pas très ciblées, on visait un taux de réussite. Aujourd'hui, le consommateur attend d'une marque qu'elle soit proactive », poursuit le dirigeant.

Il fournit donc une plate-forme technique permettant de nouer ce type de lien entre le consommateur et la marque, mais juge que ce ne peut plus être suffisant.

Politique de partenariats

« Notre expertise en matière d'interactions nous permet de nous positionner sur les projets de transformation de l'entreprise et leur accompagnement », poursuit Frédéric Durand. Un grand de l'optique médicale a pu ainsi réorganiser son service client, qui comptait cinq agences travaillant en silo, en une équipe unique disposant d'une base de connaissances partagée. Cela sans oublier la finalité du système, accroître la satisfaction du client.

Aujourd'hui, l'entreprise qui a terminé 2018 avec 10 millions d'euros de chiffre d'affaires, en croissance de 20 % par rapport à l'année précédente, et un effectif de 60 salariés, est présente, outre en France, au Royaume-Uni, en Espagne et en Allemagne. Frédéric Durand estime réunir désormais les compétences et les moyens de devenir en cinq ans un acteur de référence en Europe. Cela en développant les ventes directes d'abonnements à ses logiciels vendus exclusivement sous forme de service en ligne et ses partenariats avec les géants des systèmes informatiques de CRM. Il compte aussi sur les ventes de prestations sur mesure en leurs murs par un salarié de Diabolocom. ■

innovateurs

Aleph-Networks scanne le « dark Web » avec son moteur de recherche



LA TECHNOLOGIE ALEPH-NETWORKS

Date de création : 2012
Président : Nicolas Hernandez
Chiffre d'affaires : 650.000 euros
Effectif : 9 personnes
Secteur : cybersécurité

Léa Delpont

— Correspondante à Lyon

L'histoire d'Aleph-Networks est foncièrement singulière dans le monde de l'innovation. Rien ne prédestinait Céline Haéri, ex-institutrice, à jongler aujourd'hui avec 3,9 millions de numéros de cartes bancaires volées et des faux comptes PayPal. En 2012, elle a cofondé, avec Nicolas Hernandez et Antoine Bonamour, cette société éditrice d'un moteur de recherche qui traque les ventes d'armes, de drogue, et tous les trafics qui fleurissent dans la face cachée de l'Internet mondial, qu'on appelle le « dark Web ». Les trois entrepreneurs de Villefranche-sur-Saône n'ont confié leur outil « explosif » qu'à l'Etat français et quelques partenaires stratégiques. Leur moteur de recherche, GM Search Dark, a répertorié à ce jour 1,4 milliard de liens sur 140.000 sites, en 70 langues.

Les origines de la technologie d'Aleph-Networks, qui associe la captation et la synthèse de données en gros volume à la maîtrise des protocoles d'anonymisation sur Internet, remontent à l'implication de Céline Haéri dans les mouvements d'enseignants contre la réforme Darcos en 2008. Elle demande aux deux autres cofondateurs, alors ingénieurs chez CGI et Kelkoo, d'agréger les contenus dispersés sur des blogs de professeurs réfractaires. En 2011, en plein printemps arabe, les deux informaticiens se remettent au travail pour collecter des informations et photographies éparpillées dans les blogs de dissidents isolés. Et « pour préserver leur anonymat numérique », le trio bénévoles plonge « pour la bonne cause » dans le « deep » et le « dark Web ».

Pas de technologie équivalente

En créant Aleph-Networks, ils espéraient vendre à des ONG leur technologie pensée comme un outil démocratique. Mais ces entrepreneurs idéalistes ont dû finalement se tourner vers

l'entreprise avec un logiciel de ressources humaines, Gray-Matter, qui scanne une trentaine de sources publiques dans l'« open Web ». Sans grand succès jusqu'à éveiller l'intérêt de la Direction générale de l'armement (DGA), qui décèle le potentiel de défense et de sécurité et signe avec Aleph en 2016.

« Il n'existe aucune technologie équivalente à GM Search Dark, seulement de petits moteurs avec des périmètres ciblés », assure Céline Haéri, directrice des opérations. Le « deep Web » est une zone quatre fois plus étendue que le « clear Web », mais ses fichiers robots.txt se soustraient volontairement au référencement des moteurs classiques, comme Google. Le « dark Web » est à la fois plus restreint et plus virulent : lieu des libertés d'expression mais aussi creuset de toutes les criminalités, terrorisme compris. On n'accède pas à ces sites en mode TOR ou Freenet sans des navigateurs spécifiques – facilement téléchargeables cependant – et surtout l'adresse, introuvable dans l'annuaire du Web.

IA pour les entreprises

Très sophistiqué, GM Search Dark est capable de débusquer ces sites secrets : il collecte les informations de manière géolocalisée, met en évidence les réseaux sous forme de graphiques et trace les échanges de monnaie bitcoin. Aleph-Networks scrute en permanence le « deep » et surtout le « dark Web » à la recherche de nouveaux sites à référencer et à surveiller. La jeune entreprise a aussi commencé sa diversification auprès d'entreprises, souvent classées opérateurs d'importance vitale (OIV), c'est-à-dire ayant des activités indispensables ou dangereuses. Elles n'ont pas accès directement au logiciel, manipulé par des tiers de confiance habilités pour des missions de cybersécurité : surveillance de fuites de documents, des personnes dans les zones à risque ou des infrastructures sensibles.

« On trouve des choses graves, mais heureusement pas tous les jours », confie Céline Haéri. Aleph-Networks refait cette année une tentative commerciale plus grand public avec une déclinaison de GM Dark Web dans le « clear Web » : un logiciel d'intelligence économique doté d'une couche d'IA pour permettre aux entreprises de surveiller en toute légalité leurs concurrents, fournisseurs et marchés. ■